

# **Autonomie politique**

ESTIENNE RODARY

## **Le jeu des adultes**

Passé un certain âge, il n'est socialement plus admis de pouvoir s'adonner aux jeux. À quelques exceptions près – les jeux de rôle ou en ligne jusque 25 ans, des jeux d'argent plus tard – le fait de jouer à l'âge adulte est généralement considéré comme une activité futile, tolérée dans la mesure où elle se pratique dans la sphère privée. Il existe cependant deux dérogations à cette norme : le football et les élections. On a beaucoup disserté sur la place du football comme transposition ludique de la vraie vie, moment magique où l'incertitude du résultat permet aux (télé)spectateurs de retrouver un frisson que ne procurent plus les grands appareils techno-médiatiques qui contrôlent nos vies. Le foot serait en vérité le seul espace du petit écran où tout n'est pas réglé d'avance, le seul moment de liberté cathodique. Régis Debray remarquait que les élections occupent une place similaire dans l'imaginaire médiatique actuel<sup>[1]</sup>. Plus qu'un travail effectif de préparation d'un futur, les élections sont l'occasion de faire jouer l'ensemble des électeurs à une grande partie dont les règles et le déroulement n'ont que très marginalement à voir avec les politiques à venir. Avant le vote lui-même, on épluche les sondages, on imagine des tactiques, on s'invective sur la stratégie à mener. Bref, on joue à l'élection comme d'autres se battent sur World of Warcraft ou s'enflamment pour la Champion's League.

## **L'utilitarisme en politique**

L'utilitarisme en politique n'est pas uniquement la conséquence d'un accident de parcours qui a permis, lors des dernières élections politiques française, à un parti de présenter le vote en sa faveur comme un acte mécanique permettant de corriger la machine démocratique. L'utilitarisme est également une vision du fonctionnement de la société qui autorise les principaux protagonistes des

[1] « La Coupe de l'Élysée 2007 », *Le Monde* du 23 février 2007.

élections à considérer que le rabougrissement des débats à des questions sans enjeu politique est sans incidences sur les conséquences politiques du vote.

### **Opposition de consensus**

L'utilitarisme en politique est la principale manifestation d'une idéologie partagée par la grande majorité des hommes et femmes qui font la politique, l'économie et les médias (et par l'intégralité des « partis de gouvernement », ce qui laisse entrevoir que le filtre idéologique suit les barrières institutionnelles des commandes du pouvoir) qui croient que cette unanimité sera suffisamment forte et suffisamment organisée pour convaincre la majorité des Français que les choix ne doivent se faire que sur un nombre de sujets limité et sur des traitements marginaux. Le vote utile a affirmé que les différences sont réelles entre les programmes des grands partis ; mais la défaite de la « gauche » montre au contraire que par-delà les rhétoriques d'opposition qui fondent le débat démocratique, les logiciens de « gauche » et de droite se rejoignent dans leur sélection commune des objets légitimes de la politique. Alors que les dynamiques planétaires – à la fois sociales et environnementales – obligent à refonder en profondeur le projet politique, la campagne qui s'achève a été réduite aux seuls sujets autorisés par la dialectique de confusion entre l'injonction du vote comme idéal démocratique et la pauvreté du choix liée aux conditions d'application, dans une posture hors-sol que le spectacle entretient. Non pas que le hors-sol soit apolitique. Il nourrit au contraire un terreau spectaculaire qui a permis de poursuivre des orientations conservatrices et autoritaires dans un référentiel libéral. Et en ce sens il a permis que le non-choix de l'élection se transforme en vote massif en faveur du plus parfait des représentants de cette contre-révolution enclenchée depuis plusieurs années.

### **Lendemain de fête**

Mais les lendemains de fête sont douloureux. Et la remise en route de l'institution politique après les élections laisse sur le bas-côté les joueurs qui ont frissonné pour l'un ou l'autre des candidats. Une morne vie se représente qui ressemble singulièrement à la précédente – descente de trip désagréable où l'acuité sensorielle qui nous montrait la grande stratégie de nos élus nous fait à nouveau défaut, réduite au sens mesquin d'une continuité des pratiques. La fin de notre participation au grand jeu électif met alors en lumière les difficultés d'engagement en dehors de ces périodes d'amusement. Et contraire-

ment au foot, avec ses parties courtes mais répétées autant de fois qu'il y a de créneaux télévisuels disponibles, ou aux « jeux en ligne massivement multijoueurs », où chaque sortie dans le vrai monde peut vous coûter la vie ou votre planète dans l'autre, l'élection-spectacle n'a pas encore réussi à suivre un rythme répondant aux attentes supposées des électeurs-joueurs.

## **Modernisation écologique**

Il existe pourtant une différence entre les grands courants qui occupent l'espace politique et médiatique. Alors que la gauche est tiraillée entre résistance et suivisme face aux thématiques de droite, la droite elle-même peut, si le contexte est suffisamment bon, se permettre de faire des propositions. On en voit un exemple avec la décision du nouveau gouvernement français de placer l'écologie comme un des premiers enjeux de son mandat. La mise en place d'un ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, qui aura donc en charge les transports et l'habitat (mais pas l'agriculture) et qui a lancé l'idée d'une importante négociation avec les acteurs associatifs et industriels sur les orientations futures montre un possible changement de fond par rapport aux politiques menées par les gouvernements précédents. Non pas qu'il faille attendre de ce changement une révolution de l'action politique en faveur de l'environnement. Plus sûrement, ce choix politique traduit la volonté de faire rattraper à la France son retard dans la modernisation écologique du capitalisme, déjà bien enclenchée chez ses partenaires (européens et japonais surtout). La force émancipatrice de l'écologie s'éloigne de la sorte, à mesure que le capitalisme tente de réintégrer en son sein les critiques environnementales portées à son fonctionnement.

## **Mépris**

L'extension du domaine de la lutte n'est alors pas un nouveau front de résistance ; elle montre au contraire l'intrusion dans de nouvelles sphères – notamment intimes et écologiques – d'injonctions économiques ou politiques autrefois cantonnées aux structures sociales. Cette intrusion a une double conséquence : la focalisation sur la mobilisation personnelle en tant que réponse aux problèmes politiques ; et l'auto-persuasion que cette mobilisation est nécessaire à l'émancipation individuelle. Mais depuis que la modernité a fondé la cinétique en éthique, la mobilisation est intrinsèquement infinie<sup>[2]</sup> et place de la sorte ses objectifs hors du champ des possibles, générant des pathologies sociales et environnementales que le politique ne prend

[2] Peter Sloterdijk, *La mobilisation infinie*, Christian Bourgois, Paris, 2000.

plus en charge. L'extension de nos libertés promise par la vague libérale s'avère en réalité porteuse de frustrations<sup>[3]</sup> que le système ne veut pas considérer, si ce n'est sous l'angle disciplinaire ou compassionnel.

### **Autonomie**

Prises entre une politique-spectacle où les règles échappent pour la plupart au fonctionnement démocratique et une société du mépris insensible aux souffrances humaines, les alternatives ne peuvent émerger que dans des espaces suffisamment autonomes pour changer à la fois les sujets traités et la façon de les poser. L'autonomie n'est pas un abandon face à la difficulté de la situation : elle est au contraire une prise de distance qui autorise à refonder la réflexion hors des référentiels imposés. Mesure d'autant plus urgente quand les discours dominants se développent sur un argumentaire technique et quand les technostructures imposent effectivement une certaine organisation sociale. Mais l'autonomie ne signifie pas de sortir du champ politique : c'est au contraire le décentrage par rapports aux cadres existants qui peut permettre de refonder un projet de vie commune. Occupé à amuser la galerie, à surveiller et à punir, l'appareil qui nous gouverne ne veut montrer ni l'extérieur de la République, ni ses frontières internes, ni le bouillonnement de ses diversités, ni ses incidences environnementales : autant d'espaces politiques autonomes qui doivent survivre au morne conservatisme sévissant depuis vingt ans sur le paysage français.

[3] Axel Honneth,  
*La société du mépris*,  
La Découverte, Paris, 2006.

